
PROJET DE TRAITE DE FUSION

ENTRE

IVALIS

ET

KAMINO

25 FEVRIER 2014



PROJET DE TRAITE DE FUSION

ENTRE LES SOUSSIGNÉES :

IVALIS, société anonyme au capital de 262.500 euros, dont le siège social est situé 1 Rond-point Laurent Schwartz – 78310 Maurepas et immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Versailles sous le numéro 381 503 531, représentée aux fins des présentes par Monsieur Frédéric Marchal, Président-directeur Général ;

ci-après dénommée « **IVALIS** » ou la « **Société Absorbante** »

D'UNE PART,

ET

KAMINO, société par actions simplifiée au capital de 31.892.620 euros, dont le siège social est situé 1, Rond-point Schwartz – 78310 Maurepas et immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Versailles sous le numéro 513 412 965, représentée aux fins des présentes par Monsieur Frédéric Marchal, Président ;

ci-après dénommée « **KAMINO** » ou la « **Société Absorbée** »

D'AUTRE PART.

La Société Absorbante et la Société Absorbée étant ci-après désignées individuellement une « **Partie** » et collectivement les « **Parties** ».

PRÉALABLEMENT AU PROJET DE TRAITÉ DE FUSION ENTRE LES PARTIES, CELLES-CI ONT EXPOSÉ CE QUI SUIT :

EXPOSÉ PRÉLIMINAIRE

A. Caractéristiques des sociétés concernées

A.1. IVALIS

IVALIS est une société anonyme de droit français qui a pour objet :

- l'établissement d'inventaires chiffrés de marchandises, d'articles, objets ou autres actifs, pour le compte de toutes personnes physiques ou morales, de droit privé ou de droit public,
- la vente de logiciels, de bases de données, de statistiques, de formations, de documents et conseils se rattachant directement ou indirectement à l'activité principale,
- la réalisation de missions de merchandising, d'études de comportements clients et de conseil en recrutement pour le compte de toutes personnes physiques ou morales,
- la participation directe ou indirecte de la société dans toutes opérations commerciales ou industrielles, pouvant se rattacher à l'objet social,
- plus généralement, toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières se rapportant directement ou indirectement à l'objet social ou pouvant en faciliter l'extension ou le développement.

IVALIS a été constituée le 16 avril 1991 pour une durée de quatre-vingt-dix-neuf (99) ans.

L'exercice social d'IVALIS commence le 1^{er} avril et se termine le 31 mars de l'année suivante.

Son capital social s'élève à 262.500 euros, divisé en 1.312.500 actions d'une valeur nominale de vingt centimes (0,20 €) chacune, entièrement libérées.

Les actions d'IVALIS sont admises aux négociations sur le marché Alternext de NYSE-Euronext à Paris (code ISIN : FR0010082305).

Il n'existe pas d'avantage particulier stipulé dans les statuts d'IVALIS.

Sous réserve des émissions de titres mentionnées ci-dessus, IVALIS n'a pas émis d'autres valeurs mobilières donnant droit par conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon, ou de toute autre manière à l'attribution, à tout moment ou à terme, de titres qui, à cet effet, sont ou seront émis en représentation d'une quotité du capital ou des droits de vote.

A.2. KAMINO

KAMINO est une société par actions simplifiée de droit français qui a pour objet, directement ou indirectement, en tous pays :

- toutes opérations, pour son propre compte, d'achat, de vente et de gestion de valeurs mobilières françaises et étrangères de toute nature et de toutes entreprises, l'achat, la

souscription, la gestion, la vente, l'échange de ces valeurs et de tous droits sociaux, la prise d'intérêts et la participation directe ou indirecte dans toutes les sociétés ou entreprises créées et à créer par tous moyens (par voie de création de sociétés nouvelles, d'apports, de souscriptions, d'acquisitions ou d'échange de valeurs mobilières, obligations, bons, droits ou bien sociaux, de fusions, de sociétés en participation, de groupements d'intérêt économique, ou autrement, ainsi que par comptes courants ou prêts d'associés, à court terme et long terme) ; l'acquisition et l'attribution à son profit de tous biens meubles et immeubles, l'exploitation de ces biens, leur vente et leur apport en société ; la participation à toutes opérations pour l'exploitation, la gestion et l'administration de toutes affaires ou entreprises ; l'achat, la location d'immeubles nécessaires à l'objet de la société,

- toutes prestations de services en matières administrative, financière, comptable, commerciale, informatique ou de gestion, et notamment la gestion de trésorerie, au profit des filiales directes ou indirectes de la société ou de toutes autres sociétés dans lesquelles elle détiendrait directement ou indirectement une participation,
- et, plus généralement, directement ou indirectement, toutes opérations, de quelque nature qu'elles soient, juridiques, économiques et financières, civiles et commerciales, pouvant se rapporter, directement ou indirectement, pour son compte ou pour le compte de tiers, soit seule, soit avec des tiers, à cet objet social ou à tous objets similaires, connexes ou complémentaires susceptibles d'en favoriser le développement.

KAMINO a été constituée le 30 juin 2009 pour une durée de quatre-vingt-dix-neuf (99) ans.

L'exercice social de KAMINO commence le 1^{er} avril et se termine le 31 mars de l'année suivante.

A la date des présentes, son capital social s'élève à 31.892.620 euros, divisé en 31.892.620 actions d'une valeur nominale de un (1) euro chacune, entièrement libérées. Le capital social de KAMINO est détenu (i) à 50,10% (soit 15.978.203 actions) par Barberine, société à responsabilité limitée au capital de 7.500 euros dont le siège social est situé 1, Rond-point Pariwest, 78310 Maurepas, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Versailles sous le numéro 448 917 591 (« **Barberine** ») et (ii) à 49,90% (soit 15.914.417 actions) par Kamino II, société par actions simplifiée au capital de 11.821.897 euros dont le siège social est situé 26, avenue de l'Opéra, 75001 Paris, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 518 803 523 (« **Kamino II** »).

En outre, KAMINO a émis, lors de l'assemblée générale extraordinaire du 21 mai 2010 (l'« **AGE 2010** ») :

- 316.160 bons de souscription d'actions de catégorie 1 (les « **BSA 1** ») dont les termes et conditions sont décrits dans le procès-verbal de l'AGE 2010 figurant en Annexe 1 aux présentes (les « **Termes et Conditions des BSA 1** ») ; et
- 706.800 bons de souscription d'actions de catégorie 3 (les « **BSA 3** ») dont les termes et conditions sont décrits dans le procès-verbal de l'AGE 2010 figurant en Annexe 1 aux présentes (les « **Termes et Conditions des BSA 3** », et ensemble avec les Termes et Conditions des BSA 1, les « **Termes et Conditions des BSA** »).

Il n'existe pas d'avantage particulier stipulé dans les statuts de KAMINO.

Sous réserve des émissions de titres mentionnées ci-dessus, KAMINO n'a pas émis d'autres valeurs mobilières donnant droit par conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon, ou de toute autre manière à l'attribution, à tout moment ou à terme, de titres qui, à cet effet, sont ou seront émis en représentation d'une quotité du capital ou des droits de vote.

B. Liens entre les Parties

B.1. Liens en capital

La Société Absorbée détient 1.245.237 actions de la Société Absorbante, représentant 94,88% du capital et des droits de vote de celle-ci.

B.2. Dirigeants communs

Monsieur Frédéric Marchal, Président-directeur Général de la Société Absorbante, est également président de la Société Absorbée.

C. Motifs et buts de la fusion envisagée

La fusion, qui consistera en une opération de fusion à l'envers dans les conditions prévues aux articles L. 236-1 et suivants et aux articles R. 236-1 et suivants du Code de commerce (la « **Fusion** »), a pour objectif de rationaliser et simplifier la structure juridique de contrôle du groupe IVALIS, la Société Absorbée et la Société Absorbante étant contrôlées, directement et indirectement, par le concert formé par Barberine et Kamino II. Par ailleurs, KAMINO, qui a pour unique activité la gestion de ses titres IVALIS, a pour seul actif significatif sa participation dans le capital social d'IVALIS et n'a par ailleurs quasiment plus d'endettement financier, de sorte que son existence en tant qu'entité juridique n'apparaît plus justifiée.

La Fusion permettra également d'accroître la visibilité par le marché de l'actionnariat d'IVALIS et de favoriser le développement d'IVALIS, tout particulièrement à l'international, en facilitant la réalisation d'opérations sur le capital.

Enfin, cette fusion présente l'intérêt de donner aux actionnaires de KAMINO davantage de flexibilité dans la gestion de leur participation dans le groupe IVALIS en bénéficiant d'une meilleure liquidité.

D. Comptes servant de base à la Fusion

Les termes et conditions de la Fusion ont été établis par les Parties sur la base des comptes intermédiaires de la Société Absorbante et de la Société Absorbée arrêtés au 31 décembre 2013, conformément aux dispositions du 4° de l'article R. 236-3 du Code de commerce.

Les comptes sociaux d'IVALIS ayant fait l'objet d'un rapport des commissaires aux comptes d'IVALIS établi dans le cadre de la mise en œuvre des procédures convenues et les comptes consolidés d'IVALIS, arrêtés au 31 décembre 2013, figurent en Annexe 2 (les « **Comptes IVALIS** »).

Les comptes sociaux de KAMINO arrêtés au 31 décembre 2013 ayant fait l'objet d'un rapport des commissaires aux comptes de KAMINO établi dans le cadre de la mise en œuvre des procédures convenues figurent en Annexe 3 (les « **Comptes KAMINO** »).

E. Comptabilisation des éléments transférés et méthodes d'évaluation des éléments d'actif et de passif apportés

Dans la mesure où les Parties sont placées sous contrôle commun au sens du paragraphe 4.1. de l'annexe au règlement n° 2004-01 du 4 mai 2004 du Comité de la Réglementation Comptable, les apports sont, conformément au paragraphe 4.3. de l'annexe au règlement précité, évalués à leur valeur comptable, telle qu'elle apparaît dans les Comptes KAMINO.

Les Parties sont convenues de transférer les éléments d'actif et de passif apportés à leurs valeurs nettes comptables.

F. Commissaire à la Fusion

Conformément aux dispositions des articles L. 236-10 et R. 236-6 du Code de commerce, Monsieur Antoine Legoux a été désigné commissaire à la fusion par ordonnance de Monsieur le Président du Tribunal de commerce de Versailles en date du 14 janvier 2014.

CECI EXPOSÉ, LES PARTIES CI-DESSUS DÉSIGNÉES ONT ÉTABLI DE LA MANIÈRE SUIVANTE LE PROJET DE TRAITÉ DE FUSION-ABSORPTION DE KAMINO PAR IVALIS.

PROJET DE FUSION

Article 1. Fusion-absorption de KAMINO par IVALIS

Sous réserve de la réalisation des conditions suspensives stipulées à l'article 2 ci-après, la Société Absorbée apporte et transfère, par les présentes, à la Société Absorbante, qui l'accepte, sous les garanties ordinaires et de droit en pareille matière, l'universalité de son patrimoine, conformément aux articles L. 236-1 et suivants du Code de commerce et aux articles R. 236-1 et suivants du Code de commerce, et ce dans les conditions prévues aux présentes.

Ainsi :

- le patrimoine de KAMINO sera dévolu à IVALIS dans l'état où il se trouvera à la Date de Réalisation (tel que ce terme est défini à l'article Article 2 ci-après), par le jeu de la transmission universelle de patrimoine, ce qui, de convention expresse, vaudra reprise, par IVALIS, de toutes les opérations sociales, sans réserve aucune, effectuées par KAMINO depuis la Date d'Effet (tel que ce terme est défini à l'Article 6.2 ci-après) jusqu'à la Date de Réalisation ; et
- IVALIS deviendra débitrice des créanciers de KAMINO aux lieu et place de celle-ci, sans que cette substitution emporte novation à leur égard.

La Fusion emportant transmission de l'universalité du patrimoine de la Société Absorbée à la Société Absorbante, les apports et le passif grevant ces apports porteront sur la généralité des éléments composant le patrimoine de KAMINO, même non nommément désignés ou omis dans la nomenclature établie sur la base des Comptes KAMINO. De ce fait, cette nomenclature a un caractère simplement énonciatif et non limitatif.

Article 2. Réalisation définitive de la Fusion – Conditions Suspensives

La Fusion, objet des présentes, et la dissolution de la Société Absorbée qui en résulte, ne seront réalisées qu'à compter du jour de la réalisation de l'ensemble des conditions suspensives ci-après (la « **Date de Réalisation** ») :

- l'approbation de la Fusion par une décision collective des associés de KAMINO ; et
- l'approbation de la Fusion par l'assemblée générale extraordinaire d'IVALIS.

A défaut de réalisation de l'ensemble des conditions suspensives ci-dessus mentionnées avant le 31 mars 2014, le présent projet de Fusion sera considéré comme nul, sans indemnité de part ni d'autre.

Article 3. Désignation et évaluation de l'actif apporté par la Société Absorbée et du passif pris en charge par la Société Absorbante

La Société Absorbée transfère à la Société Absorbante, ce qui est consenti et accepté respectivement par les soussignées, ès qualités, l'ensemble de ses biens, droits et obligations et autres éléments d'actif et de passif composant son patrimoine.

A la date du 31 décembre 2013, ces éléments étaient les suivants :

3.1. Actif apporté

L'actif de la Société Absorbée dont la transmission est prévue au profit de la Société Absorbante comprenait au 31 décembre 2013, date de l'arrêté des comptes utilisés pour la présente opération, les biens, droits et valeurs désignés et évalués ci-après, sans que cette désignation puisse être considérée comme limitative :

3.1.1 *Actif immobilisé*

Les immobilisations, apportées par la Société Absorbée à la Société Absorbante dans le cadre de la Fusion pour leur valeur dans les Comptes KAMINO, sont les suivantes :

(en euros)	Valeur brute	Amortissements/ Provisions	Valeur nette
Titres IVALIS	29.885.688,00	0,00	29.885.688,00
Frais d'acquisition des titres IVALIS	1.050.956,88	1.050.956,88	0,00

D'où une valeur d'apport totale des immobilisations transférées de **29.885.688,00 €**.

Dans la mesure où les frais d'acquisition des titres IVALIS ont fait l'objet d'un amortissement dérogatoire figurant au passif du bilan de KAMINO pour la totalité de leur montant, ils ont été neutralisés dans le cadre du calcul de la valeur d'apport des éléments d'actif.

3.1.2 *Actif circulant*

Les éléments d'actif circulant, transférés par la Société Absorbée à la Société Absorbante dans le cadre de la Fusion pour leur valeur dans les Comptes KAMINO, sont les suivants :

(en euros)	Valeur brute	Provisions	Valeur nette
Autres créances	24.216,48	0,00	24.216,48
Disponibilités	13.887,96	0,00	13.887,96

D'où une valeur d'apport totale de l'actif circulant transféré de **38.104,44 €**.

3.1.3 *Comptes de régularisation*

Sont également transférés par la Société Absorbée à la Société Absorbante, dans le cadre de la Fusion, les comptes de régularisation suivants, tels qu'ils figuraient dans les comptes de la Société Absorbée au 31 décembre 2013 :

(en euros)	Valeur brute	Amortissements	Valeur nette
Charges constatées d'avance	11.300,63	0,00	11.300,63

D'où une valeur d'apport totale des comptes de régularisation de **11.300,63 €**.

3.1.4 Total de l'actif apporté

La valeur d'apport totale des éléments d'actif composant le patrimoine de la Société Absorbée et transmis à la Société Absorbante s'élève donc à :29.935.093,07 €.

L'actif ainsi transmis comprendra les biens et droits énoncés ci-dessus, mais aussi tous ceux que la Société Absorbée possédera à la Date de Réalisation de la Fusion et, généralement, tout autre bien pouvant être la propriété de la Société Absorbée alors même qu'il aurait été omis dans la désignation qui précède.

3.2. Passif pris en charge

Le passif de la Société Absorbée, dont la Société Absorbante deviendra débitrice pour la totalité lors de la réalisation de la Fusion, comprenait, au 31 décembre 2013, date de l'arrêté des comptes utilisés pour la présente opération, les dettes désignées et évaluées ci-après, sans que cette désignation puisse être considérée comme limitative :

	<i>(en euros)</i>
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	625,83 €
Emprunts et dettes financières diverses	1,06 €
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	28.268,76 €
TOTAL :	28.895,65 €

Le montant total des dettes composant le patrimoine de la Société Absorbée et transférées à la Société Absorbante s'élève donc à : 28.895,65 €.

Par ailleurs, tout passif complémentaire apparu chez KAMINO au cours de la période comprise entre la Date d'Effet (tel que ce terme est défini à l'Article 6.2 ci-après) et la Date de Réalisation (la « **Période Intercalaire** ») et ainsi que, plus généralement, tout passif non connu ou non prévisible à ce jour, qui viendrait à apparaître ultérieurement, sera pris en charge par IVALIS.

La Société Absorbante reprend l'ensemble des engagements hors bilan qui ont pu être reçus ou donnés par la Société Absorbée.

En contrepartie, la Société Absorbante sera subrogée dans tous les droits et actions pouvant résulter des engagements reçus par la Société Absorbée relativement aux mêmes éléments de passif apportés.

3.3. Détermination de l'actif net apporté

L'actif apporté étant évalué à.....	29.935.093,07 €
et le passif pris en charge estimé à.....	28.895,65 €
il en résulte que l'actif net apporté par la Société Absorbée à la Société Absorbante, tel que ressortant des Comptes KAMINO, s'élève à.....	29.906.197,42 €

Les apports nets de la Société Absorbée à rémunérer s'établissent à : 29.906.197,42 €.

Article 4. Rémunération des apports

4.1. Détermination du rapport d'échange

La parité d'échange de la Fusion a été déterminée sur la base de la valeur réelle de la Société Absorbante et de la Société Absorbée. La valeur retenue pour une action IVALIS s'élève à 33 euros et la valeur retenue pour une action KAMINO s'élève à 1,28627940642 €, suivant la méthodologie visée dans le rapport d'évaluation établi par DSF Markets figurant en Annexe 4 aux présentes.

Sur la base de la méthode décrite dans le rapport d'évaluation établi par DSF Markets figurant en Annexe 4 aux présentes, le conseil d'administration d'IVALIS et le président de KAMINO sont convenus de retenir une parité de 1 action de la Société Absorbante pour 25,6553901394 actions de la Société Absorbée.

4.2. Augmentation de capital

En contrepartie de l'apport-Fusion objet des présentes, la Société Absorbante procédera, à la Date de Réalisation de la Fusion, en application de la parité d'échange, à une augmentation de son capital d'un montant de 248.623 euros, par création de 1.243.115 actions nouvelles de même valeur nominale (soit vingt centimes d'euro) que les actions existantes (les « **Actions Nouvelles** »).

Ces 1.243.115 Actions Nouvelles seront attribuées directement par la Société Absorbante aux Associés de la Société Absorbée, en échange des 31.892.620 actions composant le capital de la Société Absorbée, à raison de 622.801 actions IVALIS attribuées à Barberine et 620.314 actions IVALIS attribuées à Kamino II.

Ces Actions Nouvelles seront entièrement assimilées aux actions anciennes, soumises à toutes les dispositions statutaires et donneront notamment droit à toute distribution de dividendes décidée après la Date de Réalisation.

Le nombre d'actions KAMINO détenues par Barberine et Kamino II ne leur permettant pas de souscrire à un nombre entier d'actions IVALIS, il résultera de l'apport par Barberine et Kamino II de l'actif net de la Société Absorbante des soultes d'un montant respectif de 0,47 € et 24,85 €, au versement desquelles Barberine et Kamino II renoncent expressément.

4.3. Prime de fusion

La valeur nette des apports s'élevant à 29.906.197,42 € et compte tenu de l'augmentation de capital décrite ci-dessus, le solde, soit 29.657.574,42 €, sera porté au crédit du compte « Prime d'émission, de fusion et d'apport » au bilan de la Société Absorbante.

Article 5. Réduction de capital par annulation des 1.245.237 actions IVALIS auto-détenues

La Société Absorbée détenant 94,88% du capital de la Société Absorbante, soit 1.245.237 actions de la Société Absorbante, la réalisation de l'apport-Fusion objet des présentes entraînera la détention par la Société Absorbante de 1.245.237 de ses propres actions. La Société Absorbante annulera donc à la

Date de Réalisation la totalité de ces actions auto-détenues résultant de la Fusion. Cette annulation entraînera une réduction de capital de la Société Absorbante de 249.047,40 €.

La différence entre la valeur d'apport des actions annulées suite à la réduction de capital, soit 29.885.688 €, et la valeur nominale de ces actions, soit 249.047,40 €, égale à 29.636.640,60 €, sera imputée sur le compte « Prime d'émission, de fusion et d'apport » au passif de la Société Absorbante.

Article 6. Propriété - Rétroactivité - Jouissance

6.1. Date de réalisation de la Fusion

Les Parties décident que la Fusion sera réalisée à la Date de Réalisation, telle que prévue à l'Article 2 du présent projet de traité de Fusion.

6.2. Rétroactivité et Jouissance

La Fusion prendra effet rétroactivement le 1^{er} janvier 2014 (la « **Date d'Effet** ») en conformité avec les dispositions de l'article L. 236-4 du Code de commerce, de sorte que toutes les opérations actives et passives effectuées par la Société Absorbée depuis la Date d'Effet jusqu'à la Date de Réalisation, telle que définie à l'Article 2 ci-dessous, seront réputées faites au bénéfice ou à la charge de la Société Absorbante.

IVALIS fera son affaire des modifications intervenues tant dans la composition que dans la valorisation des éléments d'actif et de passif transmis. En conséquence, pour les besoins de la comptabilité et de la fiscalité, toutes les opérations actives et passives portant sur les biens et droits apportés et qui seraient ou auraient été effectuées depuis le 1^{er} janvier 2014 (inclus), sous la responsabilité de KAMINO ou en son nom, seront réputées faites pour le compte exclusif d'IVALIS et le résultat net desdites opérations lui bénéficiera ou restera à sa charge depuis cette date.

IVALIS reprendra donc ces opérations dans son résultat et dans son compte d'exploitation comme si elle avait été propriétaire et avait eu la jouissance des biens et droits apportés dans le cadre de la Fusion depuis cette date.

En conséquence, à compter du 1^{er} janvier 2014, tous droits corporels et incorporels, et notamment toutes acquisitions ou aliénations d'immobilisations et, d'une manière générale, tous biens ou droits qui viendraient compenser activement l'aliénation à un titre quelconque de l'un des biens ou droits désignés ci-dessus, reviendraient à la Société Absorbante et les plus ou moins values éventuelles sur cession d'actifs seront au profit ou à la charge de la Société Absorbante.

Article 7. Charges et conditions de la Fusion

Sans préjudice des autres stipulations du présent projet de Fusion, la Fusion est consentie et acceptée sous les charges et conditions ordinaires et de droit en pareille matière notamment, sous les conditions suivantes, sans que ces conditions ne puissent affecter les conséquences de l'effet rétroactif de la Fusion à savoir :

7.1. En ce qui concerne la Société Absorbante

- 7.1.1. La Société Absorbante sera subrogée, purement et simplement, à compter de la Date de Réalisation, dans tous les droits et obligations de la Société Absorbée. En conséquence, elle supportera à compter de cette date tous impôts, contributions, taxes, primes, cotisations et tous abonnements, *etc.*, ainsi que toutes les charges quelconques ordinaires ou extraordinaires qui grèvent ou pourront grever les biens apportés ou sont inhérents à leur propriété ou leur exploitation.

La Société Absorbante fera également son affaire personnelle, aux lieu et place de la Société Absorbée, sans recours contre cette dernière pour quelque cause que ce soit, de l'exécution ou de la résiliation à ses frais, risques et périls de tous accords, traités, contrats, marchés, protocoles, conventions, polices d'assurances ou autres engagements quelconques qui auront pu être souscrits par la Société Absorbée antérieurement à la Date de Réalisation à raison de la propriété du patrimoine transmis ou pour les besoins de son exploitation.

- 7.1.2. La Société Absorbante sera débitrice de tous les créanciers de la Société Absorbée, aux lieu et place de cette dernière, sans que cette substitution emporte novation à l'égard desdits créanciers. Ces créanciers ainsi que ceux de la Société Absorbante dont la créance est antérieure à la publicité donnée au projet de Fusion pourront faire opposition dans le délai de trente jours à compter de la mise à disposition du public du projet de Fusion sur le site Internet d'IVALIS (<http://www.ivalis.fr>) et de KAMINO (<http://www.kamino.biz>) conformément aux articles L. 236-14 et R. 236-8 et suivants du Code de commerce. L'opposition formée par un créancier n'aura pas pour effet d'interdire la poursuite de l'opération de Fusion.

Il est précisé, en tant que de besoin, que les stipulations qui précèdent ne constituent pas une reconnaissance de dette au profit de prétendus créanciers, ceux-ci étant tenus, au contraire, d'établir leurs droits et de justifier leurs titres.

- 7.1.3. La Société Absorbante prendra les biens et droits apportés quelle que soit leur nature, ainsi que ceux qui auraient été omis aux présentes ou dans la comptabilité de la Société Absorbée, dans la consistance et l'état dans lesquels ils se trouveront à la Date de Réalisation, sans pouvoir exercer aucun recours contre la Société Absorbée à quelque titre que ce soit.

- 7.1.4. Dans le cas où il se révélerait une différence, positive ou négative, entre les passifs déclarés et les sommes réclamées par les tiers et reconnues exigibles, la Société Absorbante sera tenue d'acquitter tout excédent de passif et bénéficiera de toute réduction desdits passifs, sans recours ou revendication possible de part et d'autre.

La Société Absorbante exécutera, à compter de la Date de Réalisation de la Fusion, aux lieu et place de la Société Absorbée, tous traités, contrats, marchés, conventions, accords et engagements quelconques intervenus avec la clientèle, les fournisseurs, les créanciers et généralement avec les tiers, relatifs aux biens apportés.

La Société Absorbante accomplira toutes les formalités qui seraient nécessaires à l'effet de régulariser la transmission à son profit des biens et droits apportés, et de rendre cette transmission opposable aux tiers.

- 7.1.5. Au cas où la transmission de certains contrats ou certains biens serait subordonnée à accord ou agrément d'un cocontractant ou d'un tiers quelconque, la Société Absorbée sollicitera en temps utile les accords ou décisions d'agrément nécessaires et en justifiera à la Société Absorbante.

- 7.1.6. La Société Absorbante se conformera aux dispositions législatives et réglementaires concernant l'exploitation des biens et droits apportés et fera son affaire personnelle de l'obtention ou du renouvellement de toutes autorisations nécessaires, le tout à ses risques et périls.
- 7.1.7. La Société Absorbante sera intégralement substituée à la Société Absorbée dans les litiges, procédures judiciaires ou autres et dans toutes les actions juridiques ou contentieuses de toute nature, tant en demande qu'en défense.
- 7.1.8. Conformément à l'article L. 228-101 du Code de commerce, suite à la réalisation de la Fusion, les titulaires de BSA 1 et de BSA 3 non exercés à la Date de Réalisation exerceront leurs droits dans IVALIS, le nombre d'actions IVALIS auxquelles donnent droit les BSA 1 et les BSA 3 étant ajusté pour tenir compte du rapport d'échange visé à l'article 4.1 ci-avant, selon les modalités suivantes :
- le nombre d'actions IVALIS auquel chaque BSA 1 ou BSA 3 donnera droit correspondra au nombre d'actions KAMINO auquel chaque BSA 1 ou BSA 3 donne droit au titre des Termes et Conditions des BSA, multiplié par 0,038978164 (correspondant au rapport d'échange de 1 action IVALIS pour 25,6553901394 actions KAMINO), étant précisé que conformément aux dispositions des articles L. 225-149 et R. 228-94 du Code de commerce, les titulaires de BSA 1 ou de BSA 3 qui ne disposeraient pas d'un nombre de BSA 1 ou BSA 3 leur permettant souscrire à un nombre entier d'actions IVALIS recevront, lors de l'exercice desdits BSA, un versement en espèces au titre du remboursement de la valeur de leur droit à souscription formant rompu, calculé sur la base de la moyenne des cours de clôture de l'action IVALIS au cours des vingt dernières séances de bourse précédant la date d'exercice des BSA 1 ou des BSA 3 ; et
 - les autres dispositions des Termes et Conditions des BSA, à la Date de Réalisation de la Fusion, demeurant inchangés, et s'appliqueront *mutatis mutandis*, à IVALIS.
- 7.1.9. Ainsi, du fait de la reprise par IVALIS des engagements résultant des BSA 1 et des BSA 3, IVALIS est susceptible d'émettre, en conséquence de la réalisation de la Fusion, un nombre total maximum de 1.282.987 actions, se décomposant en :
- 1.243.115 Actions Nouvelles ; et
 - un maximum de 39.872 actions, susceptibles d'être émises sur exercice des BSA 1 et des BSA 3 en application des Termes et Conditions des BSA.

7.2. En ce qui concerne la Société Absorbée

- 7.2.1. La Société Absorbée s'interdit formellement jusqu'à la Date de Réalisation, si ce n'est avec l'agrément de la Société Absorbante, d'accomplir aucun acte de disposition relatif aux biens apportés et de signer aucun accord, traité ou engagement quelconque la concernant, sortant du cadre de la gestion courante, et en particulier de contracter aucun emprunt sous quelque forme que ce soit, et plus généralement, s'engage à faire en sorte que la gestion de ses affaires pendant la Période Intercalaire relève d'une gestion en bon père de famille.
- 7.2.2. La Société Absorbée fournira à la Société Absorbante tous renseignements dont elle pourrait avoir besoin, lui donnera toutes signatures et lui apportera tous concours utiles pour lui assurer vis-à-vis de quiconque la transmission des biens et droits compris dans les apports et l'entier effet des présentes. La Société Absorbée s'engage notamment, tant pour elle-même que pour ses salariés et dirigeants, à pleinement coopérer avec la Société

Absorbante et son personnel dans le cadre des démarches visant à informer et/ou recueillir l'accord de certains cocontractants de la Société Absorbée préalablement à la réalisation de la Fusion.

- 7.2.3. La Société Absorbée fera notamment établir à la première réquisition de la Société Absorbante, tous actes complétifs, réitératifs ou confirmatifs des présents apports et fournira toutes justifications et signatures qui pourraient être nécessaires ultérieurement.
- 7.2.4. La Société Absorbée remettra et livrera à la Société Absorbante aussitôt après la réalisation définitive de la Fusion, tous les biens et droits ci-dessus apportés ainsi que tous titres et documents de toute nature s'y rapportant.

Article 8. Dissolution de la Société Absorbée

Du fait de la dévolution de l'intégralité de son patrimoine, la Société Absorbée sera dissoute de plein droit, sans opération de liquidation, à la Date de Réalisation.

Article 9. Déclarations de la Société Absorbée

La Société Absorbée déclare que :

- elle a la pleine capacité juridique ;
- elle est une société par actions simplifiée régulièrement constituée, ne fait l'objet d'aucune action en nullité et ne se trouve dans aucun des cas de dissolution anticipée prévus par la loi ;
- elle n'a jamais été ni n'est à ce jour en état de cessation des paiements, de redressement ou de liquidation judiciaire, ni n'a fait à ce jour l'objet d'une procédure de règlement amiable ;
- elle n'est pas actuellement, ni susceptible d'être ultérieurement, l'objet de poursuites pouvant entraver ou interdire l'exercice de son activité ; et
- les éléments apportés ne sont grevés d'aucune inscription de privilège de vendeur ou de créancier nanti, hypothèque ou gage quelconque.

Article 10. Dispositions fiscales

10.1. Dispositions générales

10.1.1. Rétroactivité

Conformément à l'article 6.2 ci-dessus, l'opération prendra effet au 1^{er} janvier 2014.

Les Parties reconnaissent expressément que la rétroactivité donnée à la présente Fusion au 1^{er} janvier 2014 emporte un plein effet fiscal dont elles s'engagent à accepter toutes les conséquences.

Compte tenu de la rétroactivité que souhaitent invoquer les Parties, la Société Absorbante s'oblige à faire sa déclaration de résultats et à liquider l'impôt au titre de l'exercice en cours tant à raison de sa propre activité que de celle effectuée depuis le 1^{er} janvier 2014 par la Société Absorbée, à laquelle elle se substitue pour la détermination de son résultat imposable.

10.1.2. Engagements déclaratifs généraux

La Société Absorbante et la Société Absorbée s'engagent à se conformer à toutes les dispositions légales en vigueur, en ce qui concerne les déclarations à établir pour le paiement de l'impôt sur les sociétés et toutes autres impositions et taxes résultant de la réalisation définitive de la présente opération, dans le cadre de ce qui sera dit ci-après.

D'une manière générale, la Société Absorbante se substituera de plein droit à toutes charges et obligations fiscales pouvant incomber à la Société Absorbée.

10.2. Impôt sur les sociétés

Les Parties déclarent qu'elles sont assujetties à l'impôt sur les sociétés, et qu'elles entendent placer la Fusion sous le bénéfice des dispositions de l'article 210 A du Code général des impôts.

En conséquence, la Société Absorbante s'engage à :

- reprendre à son passif les provisions dont l'imposition a été différée chez la Société Absorbée, et qui ne deviennent pas sans objet du fait de la Fusion, y compris, en tant que de besoin, les provisions réglementées ;
- se substituer à la Société Absorbée pour la réintégration des résultats dont la prise en compte avait été différée pour l'imposition de cette dernière ;
- calculer les plus-values réalisées ultérieurement à l'occasion de la cession des immobilisations non amortissables qui lui sont apportées, ou des biens qui leur sont assimilés en application des dispositions de l'article 210 A 6° du Code général des impôts, d'après la valeur qu'elles avaient du point de vue fiscal, dans les écritures de la Société Absorbée au 31 décembre 2013 (article 210 A 3° c du Code général des impôts) ;
- réintégrer dans ses bénéfices imposables, dans les délais et conditions prévus à l'article 210 A 3° d du Code général des impôts, les plus-values dégagées à raison des biens amortissables apportés ; à cet égard, il est précisé que cet engagement comprend l'obligation faite à la Société Absorbante, en vertu des dispositions de l'article 210 A 3° d précité, de procéder, en cas de cession de l'un des biens amortissables apportés, à l'imposition immédiate de la fraction de la plus-value afférente à ce bien qui n'aurait pas encore été réintégrée à la date de ladite cession ;
- inscrire à son bilan les éléments d'actifs qui lui sont apportés autres que les immobilisations ou que les biens qui leur sont assimilés en application de l'article 210 A 6° du Code général des impôts, pour la valeur qu'ils avaient, du point de vue fiscal, dans les écritures de la Société Absorbée au 31 décembre 2013 ; à défaut, comprendre dans ses résultats de l'exercice au cours duquel intervient l'opération le profit correspondant à la différence entre la nouvelle valeur de ces éléments et la valeur, qu'ils avaient du point de vue fiscal, dans les écritures de la Société Absorbée.

La Société Absorbante s'engage également à reprendre à son compte tous les engagements qu'aurait pu prendre la Société Absorbée à l'occasion d'opérations de fusion, de scission, d'apport partiel d'actifs, ou de toute autre opération assimilée, effectuées par cette société ou faites au profit de cette société, soumises au régime de faveur prévu aux articles 210 A et suivants du Code général des impôts, et qui se rapporteraient à des éléments transmis au titre de la Fusion, et notamment à se substituer à la Société Absorbée pour la réintégration des plus-values dont l'imposition a été différée chez cette dernière, ou soumises à tout autre report ou sursis d'imposition.

La Société Absorbante s'engage à déposer au nom de la Société Absorbée dans les soixante jours de la réalisation de la Fusion une déclaration de cessation d'entreprise, conformément à l'article 201 du Code général des impôts, à laquelle sera annexé l'état de suivi des valeurs fiscales prévu par l'article 54 *septies*-I du Code général des impôts et contenant les mentions précisées par l'article 38 *quindecies* de l'annexe III au Code général des impôts.

La Société Absorbante s'engage à accomplir les obligations déclaratives prévues à l'article 54 *septies*-I du Code général des impôts et à l'article 38 *quindecies* de l'Annexe III au Code général des impôts, et notamment joindre à sa déclaration de résultat un état conforme au modèle fourni par l'administration faisant apparaître, pour chaque nature d'élément compris dans l'apport-Fusion de la Société Absorbée, les renseignements nécessaires au calcul du résultat imposable de la cession ultérieure des éléments considérés et à procéder aux mentions nécessaires, au titre de la Fusion, sur son registre de suivi des plus-values sur biens non amortissables, conformément au II de l'article 54 *septies* du Code général des impôts.

S'il y a lieu, en application des dispositions de l'article 220 *quinquies* II du Code général des impôts, la créance née du report en arrière des déficits par la Société Absorbée sera transférée de plein droit à la société Absorbante. La créance ainsi transmise le sera pour un montant correspondant à sa valeur nominale.

En tant que de besoin, conformément à l'article 42 *septies* du Code général des impôts, la Société Absorbante s'engage à procéder elle-même à concurrence de la fraction desdites sommes restant à taxer à la date d'effet de la Fusion, à la réintégration des subventions d'équipement qu'avait obtenues la Société Absorbée. Elle s'engage à échelonner cette réintégration sur les durées prescrites par l'article 42 *septies* susvisé.

10.3. TVA

L'actif de la Société Absorbée ne contenant aucun bien dont le transfert serait soumis à TVA, aucune TVA ne sera due par la Société Absorbante à raison des actifs transmis en conséquence de l'opération de Fusion.

10.4. Droits d'enregistrement

Les Parties déclarent que la présente Fusion entre dans le champ d'application du régime spécial prévu aux articles 816 et 817 A du Code général des impôts et 301-B de l'annexe II dudit Code.

En conséquence, la Fusion sera enregistrée moyennant le paiement du seul droit fixe de 500 euros.

10.5. Autres taxes

Au regard des autres taxes, la Société Absorbante déclare être subrogée dans tous les droits et obligations de la Société Absorbée, et la Société Absorbante s'engage expressément à se substituer aux obligations de la Société Absorbée pour assurer le paiement de toute taxe, cotisation ou impôt restant éventuellement dû par cette dernière au jour de sa dissolution.

10.6. Maintien des régimes fiscaux de faveur

La Société Absorbante reprend le bénéfice et/ou la charge de tout engagement d'ordre fiscal qui aurait pu être antérieurement souscrit par la Société Absorbée à l'occasion d'opérations antérieures ayant bénéficié d'un régime fiscal de faveur en matière de droits d'enregistrement et/ou d'impôt sur les sociétés, ou encore de taxes sur le chiffre d'affaires.

Article 11. Dispositions diverses

11.1. Frais

Les frais, droits et honoraires des présentes, et ceux qui en seront la suite ou la conséquence, sont à la charge de la Société Absorbante.

11.2. Remise de titres

Il sera remis à la Société Absorbante, lors de la réalisation définitive de la Fusion, les originaux des actes constitutifs et modificatifs de la Société Absorbée ainsi que les livres de comptabilité, les titres de propriété, les valeurs mobilières et tous contrats, archives, pièces et documents relatifs aux biens et droits apportés par la Société Absorbée.

11.3. Élection de domicile

Pour l'exécution des présentes et leurs suites, et pour toutes significations et notifications, les Parties élisent domicile à leur siège social respectif.

11.4. Formalités

La Société Absorbante remplira toutes formalités légales de dépôt et de publicité relatives à la Fusion.

La Société Absorbante fera son affaire personnelle des déclarations et formalités nécessaires auprès de toutes administrations qu'il appartiendra, pour faire mettre à son nom les biens apportés.

La Société Absorbante remplira, d'une manière générale, toutes formalités nécessaires en vue de rendre opposable aux tiers la transmission des biens et droits à elle apportés.

11.5. Pouvoirs

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original, d'une copie, d'une expédition ou d'un extrait des présentes, pour faire tous dépôts et publications prescrits par la loi, pour faire toutes déclarations, significations, notifications et inscriptions qui seraient nécessaires et, d'une manière générale, pour accomplir toutes formalités légales.

11.6. Loi applicable

Le projet de Fusion est régi par et interprété selon le droit français. Tout différend découlant du projet de Fusion ou en relation avec son interprétation ou son exécution sera soumis au Tribunal de commerce de Versailles.

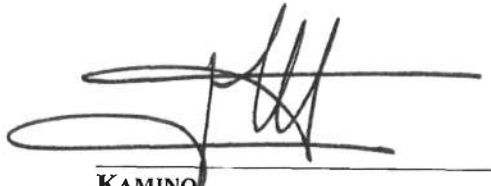
11.7. Nullité d'une clause

La fait qu'une stipulation du projet de Fusion devienne nulle, inopposable, caduque, illégale ou inapplicable ne pourra remettre en cause la validité, l'opposabilité, la légalité ou l'applicabilité des autres stipulations du projet de Fusion.

A PARIS, le 25 FEVRIER 2014,
en 6 exemplaires originaux.



IVALIS
Par : Frédéric Marchal



KAMINO
Par : Frédéric Marchal

